ANNEXE I – DESCRIPTION DE L'ACTION

Ordonnateur National du FED en République Démocratique du Congo

ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE DURABLE POUR LA SAUVEGARDE DES SITES BIOLOGIQUES PRIORITAIRES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

11ème Fond Européen de Développement

1. INFORMATIONS GENERALES

Intitulé de la Décision	Environnement et agriculture durable pour la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la République Démocratique du Congo
Nom du demandeur chef de file	Fondation Virunga
Intitulé de l'action	Restauration des écosystèmes du Parc National des Virunga et valorisation durable de ses ressources naturelles
Lieu de l'action	Parc National des Virunga, Nord Kivu, République Démocratique du Congo
Durée de l'action	60 MOIS
Numéro du contrat	FED/2016/381-015

2. L'ACTION

2.1. DESCRIPTION DE L'ACTION

Objectif stratégique 1 : Contribuer à la protection et à la valorisation durable de l'exceptionnelle biodiversité du Parc National des Virunga

Résultat 1 : L'intégrité du Parc National des Virunga est préservée et la valeur biologique maintenue ou augmentée par une gestion efficace

Activité 1.1 : Rétablir la protection de la surface du PNVi par la réduction des envahissements

1.1.1 : Démarquer les limites du parc

Jusqu'en août 2015, 461 km ont été démarqués en commun accord avec les communautés riveraines du PNVi, il en reste 550 km pour atteindre 1.011 km correspondant à la limite terrestre à démarquer. La démarcation participative est un processus de clarification des limites qui associe les agents de l'ICCN et les leaders des communautés locales afin de mettre fin aux conflits des limites qui conduit à diverses formes d'exploitation du parc. Ce processus avait, pendant près de quinze ans, été financé et exécuté par le WWF. Etant de la souveraineté de l'ICCN, il convient qu'il revienne peu à peu sous sa responsabilité mais cela requiert plusieurs éléments, notamment :

- Former un cadre compétent capable de relever l'appui technique de WWF ;
- Equiper ce cadre en matériels nécessaires pour son travail.

Ce cadre aura comme responsabilités :

- D'analyser les textes légaux délimitant le PNVi ;
- De rechercher les toponymes sur le terrain ;
- D'analyser les résultats des recherches et rédiger des rapports ;
- De suivre la validation des rapports à plusieurs niveaux.

Une fois mis en place, ce cadre pourrait organiser et réaliser les activités selon le protocole décrit dans le manuel de démarcation participative des limites dont :

Constitution d'une commission mixte (ICCN, communautés locales et institutions publiques) ;

Réalisation des réunions de présentation des résultats d'analyse des textes légaux ;

Réalisation des missions de démarcation participative des limites du PNVi.

1.1.2 : Appuyer le processus de glissement volontaire des populations illégalement installées dans le parc.

Plusieurs milliers de personnes se sont installées illégalement dans le PNVi. Ces mouvements étaient principalement conséquents de la guerre au Rwanda (1994) et celle de libération, en RDC (1998). Installées comme déplacées/refugiées au départ, ces personnes ont fini par réclamer le droit à la terre au sein du parc. Ainsi, des campements permanents, devenus des villages se développent de plus en plus. Ce problème mérite une action judicieuse consistant à la documentation de tous les cas d'envahissements (avec leurs spécificités) devant parvenir à une relocation de ces personnes en dehors du parc. Leur nombre précis ainsi que le territoire qu'ils occupent ne sont pas bien maîtrisés par l'ICCN mais une connaissance exhaustive est illustrée ci-dessous :

- L'envahissement des terres du Parc dans les zones de MAYANGOSE est due à l'incitation politicienne à occuper le parc (PNVi Nord) ;
- l'occupation de KIROLIRWE et BWIZA/PNVi Sud par les populations déplacées sur autorisation de la rébellion du RCD ;
- l'occupation de KONGO au PNVi-est et DCR avec l'appui des groupes armés, des politiciens, et des Syndicats Paysannes ;
- la mise en culture des terres du Parc à Tshiabirimu, KIBIRIZI, DCR, et la côte-ouest du lac Edouard,...
- la multiplicité des pêcheries illégales dans les différentes baies et sur la côte Ouest du Lac Edouard.

L'ICCN documentera tous ces envahissements afin de fournir à d'autres acteurs, qui exécuteront des programmes ad hoc en dehors du parc, d'informations nécessaires à leurs actions. Cette étude pourrait être commandée auprès d'une institution de recherche ou effectuée par les cadres de l'ICCN.

1.1.3 : Eradiquer les cultures illégales dans le parc

L'agriculture à l'intérieur du parc est une activité illégale, son développement constaté à certains endroits envahis dans le parc est lié à l'activisme des groupes et bandes armées d'une part et à l'intoxication politique d'autre part. Ce sont les cas de Mayangose, Lubilihya, la Côte-Ouest du lac Edouard, Kibirizi, Kiorirwe, Kongo,...

Cette occupation est actuellement estimée à plus ou moins 20% de la superficie totale du parc. L'éradication des cultures illégales dans le parc se fera au travers des sensibilisations, financement des microprojets de substitution, le glissement des populations et en dernier recours les opérations militaires de grande envergure. Une stratégie spécifique de réalisation de cette activité devra être mise en place.

1.1.4 : Mettre en place 4 opérations de restauration de l'intégrité du parc par an

L'activisme des bandes armées constituent une des grandes menaces à la stabilité du parc. Cette menace requiert une forme de réponse sortant du cadre habituel des patrouilles habituelles que conduisent les gardes. D'où la conduite des opérations de grande envergure pour démanteler les campements des bandes armées, les affaiblir et avec comme effets les éradiquer du parc.

1.1.5. Construire une clôture électrique de 120 km sur la lisière névralgique

L'expérience de la clôture électrique au Parc National des Virunga date de plus de cinq ans avec 77 km construits au secteur Mikeno et Kanyatsi. La motivation de base de construction des clôtures électriques avait résulté de la recrudescence des conflits communautés-faune manifesté par la prédation des cultures, morts d'hommes causées par la faune, braconnage, ... plusieurs impacts ont été visibles notamment :

- amélioration de la production agricole ;
- harmonisation des rapports communautés-écogardes ;
- réduction du braconnage et des envahissements.

Au regard des leçons ci-haut tirées, 120 km de clôture électrique vont être construits sur la lisière névralgique, c'est-à-dire exposée au braconnage et envahissements ainsi qu'à la prédation des cultures par la faune. Signalons que ces cas sont constatés autour du Domaine de Chasse de Rutshuru pour arrêter le braconnage et les envahissements du parc, vers Kibirizi, Nyaleke-Museya. Pour réaliser ce projet, un cahier de charge spécifique sera rédigé à ce sujet.

Activité 1.2 : Assurer la lutte antibraconnage et la sécurité à l'intérieur du PNVi

1.2.1 : Déployer les activités essentielles de surveillance par une moyenne de 200 H/J de patrouille

Le plus grand défis actuel de gestion du parc National des Virunga se situe au niveau du rétablissement de l'autorité de l'Etat sur toute son étendue géographique. Les différentes formes d'envahissements expliquées précédemment sont à la base de la couverture sectorielle du parc. Vu les effectifs actuels limités (480), les efforts sont déployés vers les hotspots (Mikeno, Lulimbi, Ishango, Rwindi, Nyiragongo et Rwenzori). Au stade actuel (décembre 2015), les activités de surveillance ne couvrent que 20% de son territoire. A l'horizon 31/12/2020, il est projeté une couverture quasi-maximale avec un impact sur la réduction et stabilisation du taux de braconnage d'éléphants et hippopotames à 1% l'an ainsi que la baisse du taux d'interpellations de 2% l'an. Pour y parvenir, le service de lutte anti-braconnage, déploiera 200 hommes/jour de patrouille pendant 60 mois. Grâce au plan des patrouilles, un système de surveillance par quadrant permettra de conquérir les espaces non couverts. Les troupes au sol seront appuyées par une équipe qui survolera régulièrement le parc. Ainsi, grâce à la mise à jour régulière d'images, les patrouilles seront mieux orientées.

Pour se rendre compte de l'état d'avancement de ces indicateurs, des rapports de bio-monitoring seront produits et partagés. L'évolution de la situation sécuritaire dans la région constitue un facteur important qui pourra faciliter les activités sur le terrain. Ainsi, un monitoring sera régulièrement effectué par les départements de sécurité et des affaires extérieures - communication du parc afin d'éclairer la lanterne du service de LAB.

Actuellement, 480 écogardes sont en service et 120 autres sont en cours de sélection afin de totaliser un effectif total de 600 écogardes en fin 2016 et environ 700 écogardées en fin 2017. Ce projet va permettre leur prise en charge en primes, soins médicaux, les équipements individuels, la ration alimentaire et celle de patrouille. Des véhicules seront acquis et maintenus afin d'appuyer les mouvements de déploiement d'équipes d'écogardes sur le terrain.

1.2.2 : Détecter les infractions et les menaces à l'aide de la surveillance aérienne

La méthode de survol aérien est en développement au PNVi depuis le début de l'année 2016, cela est le résultat de leçons antérieures apprises sur base desquelles, il a été démontré qu'aux secteurs centre et nord, il n'est plus nécessaire de maintenir les postes de patrouilles permanents alors que le mode opératoire « guérilla » auquel fait recours les bandes armées installées illégalement dans le parc est très dangereux pour les positions des écogardes dans le parc. Ceci étant, sur la base des images, mises à jour quotidiennement, un monitoring complet de la situation sécuritaire sera effectué pour préparer les opérations de grande envergure contre ces bandes armées. Ainsi, les coûts d'acquisition et d'entretien des matériels et de leurs consommables pour la détection des infractions et menaces, seront pris en charge par ce projet.

1.2.3 : Assurer le 80 % de réaction aux infractions et aux menaces détectées

Une fois que les infractions et les menaces sont détectées, un plan de réaction est établi et les opérations sont menées pour faire respecter la loi. Ainsi, les coûts d'opérations militaires impliquant les écogardes et/ou les éléments des FARDC en force conjointe seront pris en charge par ce projet. Ceci permettra de contenir jusqu'en deçà de 20% les infractions et les menaces, ce qui aura comme effet le maintien de la couverture du parc approximativement à 80% de l'étendue de son territoire.

1.2.4 : Recycler le 100 % du personnel affecté au LAB et la sécurité du PNVi

Pour atteindre les objectifs assignés, c'est-à-dire la lutte anti-braconnage et la sécurité de personnes et de leurs biens dans le parc, nécessitent un personnel à la hauteur de la tâche, d'où plusieurs types de formation seront organisés quand à ce. Parmi eux, nous pouvons citer :

- de mise à niveau ou le recyclage ;
- stages professionnels ;
- formations diplômante ;
- etc.

Un plan opérationnel spécifique devra définir les thématiques prioritaires de formation du personnel pour que les objectifs spécifiques de ce projet puissent être atteints. Ainsi, les coûts de formation du personnel devront être pris en charge dans le cadre de ce projet.

1.2.5 : Recruter et former 200 nouvelles unités

D'ici 2017, le PNVi devra totaliser les effectifs de son personnel technique (les écogardes) à une moyenne de 600 personnes. Car la couverture géographique permanente de 80% du PNVi exige des effectifs conséquents et capables de répondre aux infractions et menaces. D'où, il est envisagé le recrutement et la formation d'une nouvelle promotion de 120 écogardes d'ici début d'année 2017 qui sera complétée par une autre promotion de 80 gardes.

Ainsi, les coûts de recrutement et de formation de cette nouvelle promotion d'écogardes devront être pris en charge par ce projet.

1.2.6 : Sécuriser les véhicules passant à travers le parc

Le parc dispose d'au moins 150 km de routes dont la route nationale n°4 qui le traverse de Goma à Kanyabayonga. La position étalée du parc des Virunga sur la frontière ougando-rwando-congolaise oblige les personnes à emprunter cette voie routière pour se déplacer et la loi confère à l'ICCN la responsabilité de les sécuriser avec leurs biens.

Ainsi, au regard de la recrudescence de l'insécurité sur la route nationale n°4 (Goma-Kanyabayonga) et de ses artères secondaires depuis 2014, plusieurs attaques armées ont été délibérément dirigées par les bandes armées. Ainsi plusieurs cas d'assassinats, de kidnapping, et de braquage de véhicules ont été enregistrés. Etant donné que l'ICCN a la responsabilité juridique de sécuriser les personnes et leurs biens à la traversée du parc, quatre convois par jours seront escortés entre kiwanja-kanyabayonga-kiwanja. Ainsi, tous les coûts liés à cette opération seront pris en charge par ce projet.

1.2.7 : Sécuriser tous les véhicules de tourisme, du staff et de visiteurs

A part les véhicules privés qui traversent le parc entre Kiwanja et Kanyabayonga, il y a aussi les véhicules du tourisme, du staff et des visiteurs qui méritent d'être escortés au regard de la présence dans la région des bandes et groupes armés qui peuvent à tout moment s'en prendre à l'ICCN vue tous les efforts de rétablissement de l'autorité de l'Etat qu'il déploie.

Ainsi, les coûts liés à ces opérations seront pris en charge par ce projet.

1.2.8 : Déployer les activités essentielles du réseau de renseignement et collecte d'informations

Au regard de la flambée de menaces qui guettent le PNVi (cf supra), il convient d'anticiper les faits et tout cela n'est possible, si et seulement si, le parc a accès aux informations sécuritaires dont il a besoin pour sa politique. Pour y arriver, un réseau de renseignement et de collecte d'informations sera entretenu et les coûts liés à son fonctionnement seront assurés par ce projet.

1.2.9. Opérationnaliser et assurer le déploiement d'une Unité d'enquêteurs

Une unité d'enquêteurs sera chargée de renseignement en appui au déploiement des opérations sur terrain. Elle travaillera en collaboration avec un réseau d'informateurs disséminé tout autour du parc. Leur prise en charge et fonctionnement sera inséré dans le cadre de cette action.

1.2.10. Engager des poursuites judiciaires pour les cas récurrents de violation de la loi

Une cellule d'avocats conseil est opérationnelle au sein du PNVi. Il traduit en justice les destructeurs du parc, il aura besoin des moyens financiers pour la réalisation de ses activités

Activité 1.3 : Augmenter la valeur et la richesse biologique (grande faune) du PNVi sont augmentées

1.3.1 : Assurer une protection intensive des populations de grands singes

En fin d'année 2015, le parc national des Virunga compte 118 individus de gorilles de montagnes (beringei) habitués dont 114 individus habitués dans le secteur MIKENO et 4 individus orphelins au centre SENKWEKWE. A ce nombre s'ajoutent 5 individus de gorilles de plaine de l'Est (grauer) au mont TSHIABERIMU. Cette espèce emblématique du PNVi est scrupuleusement suivie au travers des patrouilles de localisation journalière

A part le suivi journalier de géolocalisation des gorilles et chimpanzés habitués de Tongo et Rumangabo, il devrait être aussi effectué le suivi des populations des gorilles et chimpanzés non habitués habitués. Ainsi, cette activité sera appuyée dans le cadre de ce projet.

Ceci permettra de maîtriser la dynamique des populations de grands singes par la détermination de l'espace vital des espèces et du nombre d'individus par groupes ; et de surcroît la tendance évolutive des espèces.

Pour rappel, les chimpanzés vivent en de petites communautés çà et là dans le parc national des Virunga, on note leur présence à Tongo, Rumangabo, Kasali, Ishasha, Nyamulagira, Watalinga et Ruwenzori. Parmi ces groupes certains sont déjà habitués et font l'objet des visites des touristes, c'est le cas de Rumangabo où on compte une quinzaine d'individus et de Tongo où on retrouve près de trente individus.

En perspective de la relance du tourisme vers Lulimbi, il sera habitué les chimpanzés de Kasali et Ishasha pour une éventuelle valorisation par le tourisme.

Par ailleurs, des efforts de conservation permettront de maintenir leur présence dans ces milieux ci-dessus indiqués.

1.3.2 : Viabiliser les populations de gorilles de grauer du Mont Tshabirimu

Les populations de gorilles de grauer ont connu un déclin inquiétant atteignant un seuil d'irréversibilité sans l'intervention humaine. Il convient donc de leur assurer une protection intense pour stopper l'hécatombe. Par ailleurs pour inverser la tendance, il est envisagé de procéder à la réintroduction des individus de même taxa rescapés des activités illicites.

1.3.3 : Aménager, peupler un espace de reproduction contrôlée des herbivores de savane (cobes de Thomas, cobes de buffon, Topis, etc.)

La diminution drastique des populations des cobes au PNVi a poussé l'idée de réintroduction des cobes de Buffon dans le parc. Ainsi, un espace de transit (enclos de repeuplement) sera aménagé au secteur centre du parc, où la phase expérimentale va s'appliquer avant de relâcher les cobes de dans le parc. A cet effet, ce projet va appuyer l'opérationnalisation de cette activité. Ceci permettra, la constitution d'un groupe de cobe reproducteur viable avec au moins 150 cobes nés en captivité en âge de reproduction, ce qui relancera progressivement le repeuplement de la savane par les cobes.

1.3.4 : Repeupler 5 000 ha des habitats dégradés par des espèces de flore endogènes

Les activités illicites se développant dans le parc national des Virunga, il sied de mettre en place un mécanisme de restauration rapide des espaces dégradés par l'anthropie, une fois qu'ils sont récupérés par l'action des opérations militaires menées par les éco-gardes. Pour rappel, le parc a récupéré près de 5.000 ha vers kasaka-bwino-karuruma et mène d'efforts en récupérer d'autres vers Mayangose, Lubilihya et vers Binza. Ces espaces sont dégradés par l'agriculture sur brûlis à laquelle recourent les populations locales. Ainsi, une première phase expérimentale a été concluante à karuruma, où grâce à l'appui du CIFOR, 150 ha ont été reforesté par les acacias endogènes dans le cadre du projet FCCC financé sur Fonds de l'Union Européenne et mis en œuvre par le CIFOR. Cette expérience pourra être étendue dans la zone et répliquée ailleurs où le besoin se posera. Ainsi, il pourra augmenter le couvert végétal du PNVi. Les coûts opérationnels des pépinières et de semis des plantules pourront être pris en charge sur 15.000 ha.

1.3.5 : Planter 100 Ha des bambous aux alentours immédiats des Secteurs Mikeno et Tshabirimu

En perspective d'augmenter le carrying capacity des secteurs des gorilles dans le parc national des Virunga, il sied de mettre en place des mécanismes d'augmentation de l'espace vital de l'espèce tout en anticipant qu'avec la croissance actuelle, cas du Mikeno, l'espace vital serait insuffisant. Par ailleurs, pour le cas de Tshabirimu, le bambou est très recherché par la population pour la construction, ainsi l'alimentation des gorilles devient insuffisante et difficile à trouver. Ainsi, des terres pourront être soit loués ou achetés afin d'y planter des bambous (*Yushania alpina* ou *arundinaria alpina* ou *oldeaia alpina*) dont se nourrissent les gorilles. Le parc a bénéficié d'un appui sur cette thématique dans le cadre du projet FCCC financé sur Fonds de l'Union Européenne et mis en œuvre par le CIFOR

Activité 1.4 : Assurer un système de gestion durable du site permettant la valorisation PNVi

1.4.1 : Assurer la planification du PNVi

La gestion orthodoxe exige une approche planifiée et concertée balisant les interventions et les plaçant dans une logique critique d'atteinte des résultats afin d'éviter les actions hasardeuses, source de dissipation des ressources. Cela exigera la validation du PAG du PNVi, sa diffusion et l'élaboration des outils de planification annuels déclinant l'atteinte des résultats sur une base annuelle et en approche opérationnelle.

1.4.2 : Assurer la mise en œuvre du PAG et des PO du PNVi

Chaque service et département aura la charge de la supervision et la mise en œuvre des activités relevant de sa sphère de compétence. L'approche planifiée permettra de mobiliser les ressources adéquates pour l'action et le respect des objectifs dans le temps imparti.

1.4.3 : Former le cadre de Gestion du PNVi en thématiques diverses

La gestion d'une AP requiert des connaissances multidisciplinaires et actualisées selon l'évolution des normes internationales de gestion. La Direction organisera des formations diverses en matière de gestion administrative et financière, de gestion des ressources humaines, de gestion logistique et diverses thématiques selon le besoin de management.

1.4.4 : Renforcer le système comptable et financier du PNVi par l'élaboration des procédures pour toutes les thématiques de gestion

Une gestion standardisée nécessite une codification des pratiques dans des manuels de gestion. Chaque thématique de gestion devra être pourvue d'une procédure de mise en œuvre approuvée, diffusée et mise en œuvre par tous. La mise en place du service de contrôle interne répond à ce besoin.

1.4.5 : Assurer la mise en œuvre des mécanismes pérennes de financement du PNVi par les entreprises de conservation (Virunga sarl)

La stratégie de l'alliance Virunga consiste à créer des opportunités de développement durable pour les communautés riveraines et à mettre en place des entreprises de conservation visant à assurer un financement durable au parc. C'est dans cette perspective que la Virunga Energie a été mise sur pieds et d'autres entités dans des domaines différents seront aussi constituées. Il s'agira du domaine de l'agriculture et la transformation agricole, de la production vidéo, etc.

Activité 1.5 : Réaliser / Réhabiliter les infrastructures de base (campement des gardes, bureau, postes de surveillance) du PNVi permettant l'amélioration de l'efficacité de la conservation et valorisation durables de la biodiversité

1.5.1 : Construire/réhabiliter les infrastructures, fournir des équipements/matériels et les entretenir pour le fonctionnement du parc

Les infrastructures sont une condition préalable au déploiement des effectifs en toute efficacité. Le travail et le rendement des gardes en est tributaire pour une grande partie. C'est ainsi qu'il est prévu la construction et la réhabilitation des camps des gardes (Rwindi, Ishasha) cruciaux pour les activités de surveillance et de lutte anti-braconnage.

Résultat 2 : Les communautés vivant en périphérie du PNVi sont convaincues de la nécessité de conserver l'environnement naturel

Activité 2.1 : Elaborer et mettre en œuvre le système IEC (Informations - Éducation - Communication) du PNVi au profit de la mise en œuvre de la stratégie de communication

2.1.1 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie et un plan IEC

L'équipe de communication élaborera les thématiques IEC, définira les zones géographiques d'intervention et les outils et audiences cibles pour assurer l'efficacité de la communication.

Un monitoring ciblé de communication de masse sera mis en place pour s'assurer que les communautés sont atteintes par le message et qu'il produit les changements nécessaires.

2.1.2 : Suivre et évaluer le plan IEC

Activité 2.2 : Informer les communautés riveraines du PNVi des activités et du bienfondé de la conservation au PNVi

2.2.1 : Engager et former des opérateurs locaux de l'information et sensibilisation

Les forums communautaires d'information et sensibilisation seront créés et animés, au total un atelier alliance Virunga sera organisé par semestre et une conférence universitaire par semestre ainsi qu'une campagne de sensibilisation en milieu scolaire sera menée par mois. Une attention spéciale sera orientée

vers les personnel d'enseignants qui sont des personnes ressources capables d'atteindre les couches sociales plus large, ils seront formés, informés et sensibilisés pour qu'à leur tour transmettent les thématiques à leur audience.

2.2.2 : Créer et animer les forums communautaires d'information et sensibilisation par :

- 1 atelier alliance Virunga/semestre
- 1 conférence universitaire/semestre
- 1 campagne de sensibilisation en milieu scolaire/mois

2.2.3 Maintenir actifs les cadres d'échanges et dialogue Parc-communauté

A part les activités de sensibilisation orientées un public plus large, des cadres de dialogues beaucoup plus précis seront tenus pour désamorcer la pression autour des investissements que le parc a déjà réalisé dans le passé, il s'agit des comités thématiques autour des infrastructures sociales dont les adductions d'eau autour du parc, la clôture électrique du Mikeno-Kanyatsi-Kahunga/Ishasha, la pêche sur le lac Edouard, ... Par ailleurs, un pont a été jeté entre le parc et la société civile du Nord Kivu au travers le cadre de concertation dénommé Virunga Yetu, lequel poursuivra dans le cadre de ce dialogue, des échanges pour désamorcer la pression sociale autour du PNVi. En effet, ce cadre bénéficie d'une autonomie juridique, administrative, financière et programmatique en axant ses interventions vers le maintien d'un dialogue constructif entre le parc et la communauté riveraine et tous les détenteurs d'enjeux sur une base de représentativité.

Activité 2.3 : Faire bénéficier les producteurs riverains du PNVi des cours d'éducation à l'environnement pour l'amélioration de leurs activités

(Pour Mémoire : Activité à mettre en œuvre pour l'intervention « Agriculture durable »)

Activité 2.4 : Informer les populations du Nord Kivu et les producteurs riverains du PNVi des initiatives et actions de conservation et agriculture durable dans le landscape des Virunga

2.4.1 Diffuser les messages sur les initiatives et actions de conservation et agriculture durable dans le landscape des Virunga par :

- 15 diffusions audio/audiovisuel/mois sur les média divers
- 4 productions audio/audiovisuels/mois seront réalisées par l'équipe de communication avec l'intervention des opérateurs de communication
- au moins 5 communications organisées/an lors des événementiels (lancement projet, journée mondiale de l'arbre, de l'environnement, anniversaire du parc, etc.)
- 1 point de presse/mois
- 1 interview/médias/semaine
- ##

2.4.2 Maintenir le site web et les pages des réseaux sociaux du parc actifs et à jour par :

- 1 compte twitter
- 1 compte Facebook maintenue actif
- le site web virunga.org actualisé au moins hebdomadairement
- ##

2.4.3 Produire et distribuer des supports de visibilité et communication avec :

- 2000 dépliants produits
- 1000 kepis, T-shirt, autocollants
- ##

Activité 2.5 : Obtenir le soutien à l'action de la conservation du PNVi par les autorités politico-administratives

L'environnement institutionnel dans lequel intervient l'action ne peut se soustraire de la sphère politique à divers échelons. La stratégie de l'Alliance Virunga qui met en exergue la collaboration entre différents intervenants requiert aussi l'implication des acteurs politiques pour sa réussite car le soutien politique est

un passage obligé pour la mise en œuvre de l'action. Ce soutien s'obtiendra par la mise en œuvre de sous-activités suivantes :

2.5.1 Informer et impliquer les autorités politico-administratives de la situation sécuritaire du parc

Les membres du comité provincial de sécurité dont fait partie le gouvernement provincial devront être régulièrement informés sur la situation sécuritaire du parc afin de s'assurer que l'autorité est informé mais aussi et surtout qu'il appui les décisions de gestion du parc. Ainsi,

- Un rapport hebdomadaire de sécurité sera transmis
- Une session de travail mensuelle/trimestrielle avec le gouvernement provincial ou comité de sécurité sera tenue.

Pour rappel, le parc constitue une majeure partie de la province du Nord Kivu, où se sont retranchés plusieurs groupes et bandes armés semant l'insécurité dans cinq territoires riverains, d'où l'importance de la collaboration avec l'autorité provinciale pour désamorcer la pression sociale, ce qui permettra au parc de conquérir les espaces envahis ou occupés non seulement par les agriculteurs, les pêcheurs mais aussi par les bandes et groupes armés.

2.5.1. 2.5.2 Impliquer les autorités politico-administratives dans la situation sécuritaire du parc par l'appui du comité provincial de sécurité

A part les membres du comité provincial de sécurité, les autorités politico-administratives jouent un rôle très important dans la conservation de la nature au PNVi, d'où leur collaboration devra être maintenue et appuyée pour désamorcer la pression sociale et permettre au parc de bien couvrir son territoire. Pour cela,

- Au moins une mission de terrain avec les membres des cabinets et gouvernement provincial sera réalisé par semestre;
- La participation des représentants du Gouvernement provincial aux événementiels organisés par le parc.

Résultat 3 : Les parties prenantes dans l'action de conservation bénéficient des effets directs et indirects de l'action de protection et conservation du PNVi

Activité 3.1 : Accroître le potentiel touristique du PNVi par le développement des stratégies de marketing et de gestion du tourisme

Le PNVi a été sacré 19^{ème} destination touristique mondiale, il attend réaliser 3 à 4 millions de dollars américains bruts par an d'ici 2020 et compte retrocéder ainsi 30% des recettes au développement local soit 0.9)1.2 millions de dollars, 50% au fonctionnement d'autres aires protégées de la RDC et parvenir à créer plus de 10.000 emplois durables sur toute la chaîne touristique ; ce qui va contribuer à la croissance économique de la province du Nord Kivu et à sa pacification.

Pour ce faire, la gestion du tourisme devra se faire par des outils répondant aux normes internationales de gestion tels que : un plan de marketing du tourisme (PMT), un plan de communication des activités touristiques (PCT), un plan de gestion des activités touristiques (PGT), un plan d'amélioration des expériences des visiteurs (PQT).

3.1.1. Élaborer et mettre en œuvre un plan de marketing du tourisme (PMT)

3.1.2. Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication des activités touristiques (PCT)

L'engagement de la clientèle des infrastructures touristiques se fera de manière coordonnée par le biais de plan de communication et de marketing structurés. Ils définiront la stratégie d'accès et de développement des produits offerts par le parc sur le marché mondial du tourisme.

3.1.3. Élaborer et mettre en œuvre un plan de gestion des activités touristiques (PGT)

3.1.4. Élaborer et mettre en œuvre un plan d'amélioration des expériences des visiteurs (PQT)

Le manager veillera à la satisfaction des clients afin de valoriser de manière plus pérenne les attractions qu'offre le parc. C'est ainsi qu'un plan de gestion des activités offertes à la clientèle sera défini et mis en œuvre. Ce plan sera évalué et enrichi des commentaires formulés par les touristes en termes de feedback sur leur expérience au Virunga.

Activité 3.2 : Accroître le potentiel touristique du PNVi par le développement de nouvelles attractions et valorisation de la biodiversité

Pour s'assurer que l'activité touristique accroit de 28% chaque année, il convient de booster ses facteurs favorisant. Dans ce cadre, les activités suivantes seront développées.

3.2.1 : Habiter les groupes de grands singes visitables

Huit familles de gorilles sont visitables au PNVi mais d'autres gorilles non habitués vivent dans la forêt du parc, ainsi des efforts seront fournis pour rendre visitables deux autres nouvelles familles de gorilles d'ici 2018 et d'habituer les groupes de chimpanzés d'Ishasha et de Tongo pour qu'ils soient aussi visitables. Donc, les efforts d'habituation de deux nouvelles familles de gorilles et de deux groupes de chimpanzés seront pris en charge par ce projet.

3.2.2 : Développer l'activité touristique aux sites touristiques en veilleuse

Des potentialités touristiques en veilleuse depuis plus de vingt ans devront être rouvertes aux visites selon l'évolution de la situation sécuritaire et de la réhabilitation des infrastructures d'accueil. Ainsi, le site d'Ishango, les safaris de savane, les randonnées sur le lac Edouard et la rivière Semliki pourront être rouverts aux touristes. Dans ce cas, toute l'opérationnalisation de ces visites pourra être prise en charge par ce projet.

Activité 3 : Construire/réhabiliter les infrastructures touristiques

Les standards internationaux en matières touristiques exigent des infrastructures d'accueil efficaces et conformes ainsi qu'un personnel bien formé et serviable. Pour cela les activités ci-dessous seront réalisées pour atteindre le standing voulu.

3.3.1 : Construire et équiper une école de formation en hôtellerie à Matebe

A côté du centre d'excellence destiné à jouer le rôle d'incubateur d'entreprises dans le territoire de Rutshuru à Matebe, une école moderne de formation du personnel dont l'essor touristique du PNVi a besoin sera construite à Matebe. Cette école devra être en mesure de produire des spécialistes en hôtellerie pour permettre l'amélioration des conditions d'accueil des touristes et ainsi améliorer les recettes touristiques.

3.3.2 : Les infrastructures touristiques sont opérationnelles au PNVi

Certaines infrastructures seront totalement construites et d'autres réhabilitées à la suite d'un délabrement avancé. Ces infrastructures permettront d'accroître la capacité d'accueil des visiteurs et de surcroît des recettes touristiques. Ainsi, il est prévu de :

- Réhabiliter et équiper 1 complexe touristique à la Rwindi,
- Construire et équiper 1 campement touristique à Lulimbi,
- Maintenir le lodge Mikeno et les refuges de montagnes,
- Maintenir et renouveler les Camps de tentes de Bukima et Tshegera,
- Réhabiliter le site d'Ishango,
- Réhabiliter 80% des pistes touristiques du secteur centres.

Les coûts d'exécution de ces travaux seront pris en charge par ce projet.

Activité 4: Opérationnaliser le Fonds de Développement Local Virunga (FDLV) au profit des projets de développement local (PDL)

Le fonds de développement local issu des recettes touristiques à l'ordre de 30% et d'interventions d'autres bailleurs de fonds contribue à la réalisation des projets et infrastructures sociales de base pour l'amélioration des conditions de vie des plus de quatre millions de personnes qui vivent à moins d'un jour

de marche du PNVi. Restent à définir les conditions générales ou procédures d'accès et d'exécution des projets.

3.4.1 : Formaliser les mécanismes de gestion du Fonds de Développement Local

Dans l'optique de permettre le bon fonctionnement du fonds de développement local, il est souhaitable que sa gestion soit formalisée de telle sorte que :

- le manuel de procédure soit validé et diffusé,
- le MOU de fonctionnement soit signé par les parties prenantes,
- et le calendrier annuel d'appels à projets soit validé.

Ainsi, les coûts de formalisation des mécanismes de sa gestion seront pris en charge par ce projet.

3.4.2 : Approvisionner le compte communautaire des Fonds de Développement Local Virunga

Il est établi que 30% des recettes touristiques soient versées dans le fonds de développement local Virunga. Ainsi, le comptable dédié au tourisme devra, avec l'autorisation du chef de site et du tourism manager, approvisionner ce fonds selon la fréquence lui ordonné par sa hiérarchie. Des audits internes (externes le cas échéants) seront menés pour s'assurer de l'effectivité des mouvements des comptes. Les montants de contribution du PNVi au développement local devront être publiés sur les mass médias et transmis au gouvernement provincial pour enregistrement et publication dans les documents officiels.

3.4.3 : Financer les projets de développement local sélectionnés à concurrence de l'enveloppe disponible

Une fois le compte du fonds de développement local approvisionné par le 30% de recettes touristiques, les mécanismes de financement définis dans le manuels des procédures et dûment légalisés permettent de lancer un ou plusieurs appels à projets dont ceux répondant au criterium sont financés. Ainsi toute l'opérationnalisation de financement aux projets sélectionnés est prise en charge par ce projet. Ceci permet à la population locale de changer positivement sa perception du PNVi et contribuer à sa protection.

3.4.4 : Assurer le suivi et l'évaluation (S&E) des PDL financés par le Fonds de Développement Local pour en renforcer la mise en œuvre

L'unité ou la cellule de planification du PNVi, conduira deux missions de suivi-évaluation par projet financé et d'ateliers d'évaluation participative par zone géographique financée seront organisés pour évaluation des impacts des financements. Ainsi, les coûts y relatifs seront pris en charge par ce projet.

3. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre de ce projet nécessite une étroite collaboration avec l'ICCN dont la direction du site du PNVi dispose d'un personnel et des conservateurs chefs de secteur opérationnels sur le terrain. En vue de renforcer l'efficacité, la Direction s'entoure d'une expertise qui dirige des services clés sur lesquels va s'appuyer ce projet. Il s'agit des services de planification et monitoring & Evaluation, de sécurité et Lutte Anti-Braconnage, de conservation Communautaire et tourisme, du personnel, des finances et administration, des infrastructures et de la logistique. Les chefs de secteurs collaborent avec les chefs de différents départements directement rattachés à la Direction du site en vue de mettre en œuvre les différentes mesures (normes et procédures) édictées par la Direction, ils collaborent également à des missions d'évaluation et de contrôle diligentées par elle.

Pour ce qui concerne les infrastructures, un des importants volets de ce programme, la stratégie qui sera utilisée consistera à la fois à travailler en sous-traitance avec les entreprises de construction et les PME locales si possible, dans le cadre de HIMO en vue d'avoir le maximum d'impact sur la redistribution des revenus au sein de la population. A ce titre, le chef de service infrastructure coordonne tous les travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures du parc. Il élabore un plan de développement des infrastructures : bâtiments, logements, pistes touristiques, ponts, pancartes etc. Il veille au respect des

procédures des bailleurs des fonds dans la sous-traitance : élaboration des cahiers de charge, attribution des marchés, suivi des attributaires, réception provisoire et définitive des ouvrages.

3.1. Les raisons du choix de cette méthodologie

Ce modèle de mis en œuvre découle du Plan d'aménagement et de Gestion (PAG), qui est un outil obligatoire pour les aires protégées faisant partie des sites du Patrimoine Mondial, le parc national des Virunga en dispose pour une durée de cinq ans soit 2016-2020. C'est aussi un outil indispensable pour fédérer les appuis des partenaires œuvrant au Parc National des Virunga et dans son landscape. Celui-ci est émiétté en plan opérationnels annuels. De même, la refondation du parc exige d'avoir des procédures de gestion saines qui ont fait défaut durant toute cette longue période de crise. C'est ce qui justifie la mise sur pied de manuel de procédure spécifique qui pourrait être testé au Parc National des Virunga avant d'être étendu à d'autres parcs du pays.

3.2. Principaux moyens de mise en œuvre

La mise en œuvre de ce projet va nécessiter du matériel roulant, du matériel de bureautique et informatique, des équipements en machines et générateurs, des équipements de garage et des pièces détachées etc.

Tous les matériels acquis par les financements antérieurs, nécessiteront une maintenance correcte en vue de maximiser leur durée de vie au service du parc. Une provision suffisante sera consacrée au service financier eu égard à la fluctuation des devises mais aussi aux coûts financiers relativement élevés pratiqués par les banques en RDC.

3.3. Procédures d'évaluation interne

Le parc dispose en son management d'un service de Monitoring & Evaluation qui travaillera en étroite collaboration avec la cellule de Monitoring & Evaluation attachée au Comité de Pilotage du programme 11^{ème} FED pour son volet Agriculture et Développement Durable. Ce Service est chargé de collecter les données sur les activités et les résultats atteints, traiter les données reçues et interagir avec les services concernés pour une gestion adaptative. En plus du suivi de l'évolution des indicateurs de résultats, le service collecte aussi des données relatives aux effets et à l'impact de l'action. Son fonctionnement est pris en charge dans le cadre de l'action.

Deux évaluations (une à mi-parcours et une à la fin du projet) seront faites par des experts sélectionnés de commun accord par l'Ordonnateur National, la Délégation de la Commission Européenne et le Bénéficiaire. Comme d'habitude, la Direction Générale de l'ICCN pourra chaque année effectuer une évaluation interne de l'évolution du travail sur le terrain et prendre, le cas échéant, des mesures correctives.

Sur le plan financier, le projet va connaître au moins 4 audits internes durant les 60 mois de son exécution. Ceux-ci seront diligentés par le cabinet Price Waterhouse and Cooper qui assure l'audit de tous les programmes exécutés par Virunga Foundation (UK) sur financement de l'Union Européenne. Sur le plan des activités, la Direction Provinciale va se doter d'experts chargés du suivi des activités sur terrain. Cette équipe comprendra des experts nationaux et internationaux dans les domaines des infrastructures, de l'administration et des finances, de la maintenance et de la logistique, des opérations de Lutte Anti-braconnage, du tourisme et de la Conservation Communautaire.

La mise en œuvre de ce projet va nécessiter des ressources humaines diversifiées qu'on peut catégoriser comme suit :

Des experts internationaux respectivement conservation, infrastructures et sécurité-lutte anti-braconnage. Une expertise à court terme sera aussi requise pour la formation et le renforcement des capacités des éco-gardes.

Les cadres de haut niveau s'occuperont des services de planification – monitoring et évaluation, d'Administration et finances et de Logistique et maintenance des équipements. 6 officiers administratifs et techniques pour remplir les fonctions essentiels : finances, logistique, formation, etc.

Les cadres et agents locaux seront employés dans les services administratifs, financier, logistique, garage, infirmerie, appui juridique, communication et Internet etc.
Ils seront appuyés par un groupe d'assistants spécialisés dans chaque domaine.

A ces ressources humaines de base pourront s'ajouter une main d'œuvre temporaire recrutée selon les besoins du projet. L'ensemble des experts seront mis à disposition de l'ICCN.

4. Plan d'action indicatif pour la mise en œuvre de l'action

Résultats	Actions	2016		2017		2018		2019		2020	
		1S	2S
La surface du PNVi est rétablie par la réduction des envahissements	Assurer 120 Km de démarcation participative des limites du PNVi		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Appuyer le processus de glissement des villages, implantations, campements installés illégalement dans le parc		X	X	X	X	X	X	X	X	
	Éradiquer les cultures illégales dans le parc		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Construire 120 Km de clôture électrique sur la lisière névralgique du PNVi		X	X	X	X	X	X	X	X	X
La lutte anti braconnage et la sécurité à l'intérieur du PNVi sont assurés	Déployer les activités essentielles de surveillance par une moyenne de 200 H/J de patrouille		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Détecter les infractions et les menaces à l'aide de la surveillance aérienne		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Assurer le 80 % de réaction aux infractions et aux menaces détectées		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Recycler le 100 % du personnel affecté au LAB et la sécurité du PNVi		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Recruter et former 200 nouvelles unités		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Sécuriser au moins 4 convois/jour de véhicules sur l'axe Kiwanja-Kanyabayonga		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Sécuriser tous les véhicules de tourisme, du staff et de visiteurs par une escorte armée		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Déployer les activités essentielles du réseau de renseignement et collecte d'informations		X	X	X	X	X	X	X	X	X
La valeur et la richesse biologique (grande faune) du PNVi sont augmentées	Assurer un suivi intensif des populations de grands singes par: - le suivi quotidien des groupes de gorilles et chimpanzés habitués - le suivi périodique des gorilles et chimpanzés non-habitués		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Réaliser les dénombrements et le suivi de la grande faune du PNVi (survol aérien, pose des colliers télémétriques) pour:			X	X	X	X	X	X	X	X

	- un dénombrement de la grande faune: hippopotames, éléphants, chimpanzés habitués - un inventaire des gorilles d'ici à la fin du projet									
	Sécuriser la population des gorilles de grauer du Mont Tshabirimu par : – la protection – l'introduction de quelques individus (avis scientifiques prioritaires)		X	X	X	X	X	X	X	X
	Aménager, peupler un espace de reproduction contrôlée de cobes de buffon [ou Thomas Ugandan Kob (Kobus kob thomasi)] par : – 1 enclos de repeuplement fonctionnel – 100 à 150 individus élevés en captivité				X	X	X	X		
	Repeupler 15 000 Ha des habitats dégradés par des espèces de flore endogènes						X	X	X	
	Planter 100 Ha des bambous aux alentours immédiats des Secteurs Mikenko et Tshabirimu				X	X	X	X	X	
Un système de Law enforcement du PNVi est assuré	Poursuites judiciaires engagées		X	X	X	X	X	X	X	X
	Unité d'enquêteurs opérationnelle		X	X	X	X	X	X	X	X
Un système de gestion durable du site permettant la valorisation du PNVi est maintenu	Assurer la planification du PNVi par : – la validation du PAG/PNVi par la DG ICCN – la diffusion du PAG/PNVi – l'élaboration des planifications opérationnelles annuelles (PO/PNVi) du PNVi avant la fin de l'exercice antérieur		X	X						
	Assurer la mise en œuvre du : –PAG/PNVi de la durée de 5 ans (2016-2020) – PO/PNVi			X	X	X	X	X	X	X
	Former le cadre de gestion du PNVi en thématiques diverses de gestion			X	X	X	X	X	X	X
	Renforcer le système comptable et financier du PNVi par l'élaboration de procédures pour toutes les thématiques de gestion			X	X	X				
	Suivre la mise en œuvre des mécanismes pérennes de financement du PNVi par Alliance Virunga		X	X	X	X	X	X	X	X
Les infrastructures du PNVi sont réalisées/réhabilitées	Construire/réhabiliter les infrastructures, fournir des équipements/matériels et les entretenir pour le fonctionnement du parc.		X	X	X	X	X	X	X	X

permettant l'amélioration de l'efficacité de la conservation et valorisation durables de la biodiversité	Construire/Réhabiliter et équiper les infrastructures touristiques à la Rwindi (hôtel, Lodge)		X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Construire et équiper une école moderne d'hôtellerie à Matebe						X	X	X		
Le système IEC (Informations - Education - Communication) du PNVi est élaboré et mise en œuvre	Élaborer une stratégie et un plan IEC avec : – thématiques IEC élaborées – sites géographiques d'intervention connus – outils et audiences identifiés		X	X	X						
	Mettre en œuvre le plan IEC					X	X	X	X	X	X
	Suivre et évaluer le plan IEC				X	X	X	X	X	X	X
Les communautés riveraines du PNVi sont informées des activités et du bien-fondé de la conservation au PNVi	Engager et former des opérateurs de l'information et sensibilisation					X		X		X	X
	Créer et animer les forums communautaires d'information et sensibilisation par: - 1 atelier alliance Virunga/semestre - 1 conférence universitaire/semestre - 1 campagne de sensibilisation en milieu scolaire/mois - les enseignants informés et sensibilisés				X	X	X	X	X	X	X
	Maintenir actif les cadres d'échanges et dialogue Parc-communauté par : – 8 sessions de dialogue (annuels, semestriels...) régulièrement animées (Virunga Yetu, Comités thématiques tourisme, clôture électrique, eau, pêche, etc.)				X	X	X	X	X	X	X
Les populations du Nord Kivu sont sensibilisées à la nécessité de conserver l'environnement Naturel				X	X	X	X	X	X	X	X
Les populations du Nord Kivu sont sensibilisées à la nécessité de conserver			X	X	X	X	X	X	X		

l'environnement naturel												
Les producteurs riverains du PNVi bénéficient des cours d'éducation à l'environnement pour l'amélioration de leurs activités (pm à mettre en œuvre pour l'intervention « Agriculture durable »)				X	X	X	X	X	X	X		
Les populations du Nord Kivu et les producteurs riverains du PNVi reçoivent les communications des initiatives et actions de conservation et agriculture durable dans le landscape des Virunga	Diffuser les messages sur les initiatives et actions de conservation et agriculture durable dans le landscape des Virunga par : – 15 diffusions audio/audiovisuel/mois – 4 productions audio/audiovisuels/mois			X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Organiser des événementiels de communication axés sur la conservation et les bénéfices du parc par: - au moins 5 communications organisées /an lors des événementiels (lancement projet, journée mondiale de l'arbre, de l'environnement, anniversaire du parc, etc.)			X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Informar la presse des plans, états des lieux et réalisations de conservation et agriculture durable dans le landscape des Virunga par : – 1 point de presse/mois – 1 interview/media/semaine			X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Maintenir le site web et les pages des réseaux sociaux du parc actifs et à jour par : – 1 compte twitter – 1 compte Facebook maintenue actif – le site web virunga.org actualisé au moins hebdomadairement			X	X	X	X	X	X	X	X	X
Produire et distribuer des supports de visibilité et communication avec : – 2000 dépliants produits -1000 Képis, T-shirt, autocollants			X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Les autorités politico-administratives soutiennent l'action de la conservation du PNVi	Informar les autorités politico-administratives de la situation sécuritaire du parc par : – 1 rapport hebdomadaire de sécurité transmis – la participation à au moins 1 session de travail mensuelle avec le					X	X	X	X	X	X	

	gouvernement provincial, comité de sécurité											
	Impliquer les autorités politico-administratives dans la situation sécuritaire du parc par l'appui du comité provincial de sécurité					X	X	X	X	X	X	
	Impliquer les autorités politico-administratives dans les activités du parc par: - au moins une mission de terrain/semestre avec les membres des cabinets et gouvernement provincial - la participation des représentants du Gouvernement provincial aux événementiels organisés par le parc					X	X	X	X	X	X	
Le potentiel touristique du PNVi est accru par le développement de stratégies de marketing et de gestion du tourisme	Elaborer et mettre en œuvre un plan de marketing			X	X			X	X			
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de gestion des activités touristiques			X	X			X	X			
	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'amélioration des expériences des visiteurs			X	X			X	X			
	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'organisation (et d'impact) des visiteurs			X	X			X	X			
Le potentiel touristique du PNVi est accru par le développement de nouvelles attractions et valorisation de la biodiversité	Habituer les groupes de grands singes visitables: - 2 groupes supplémentaires de gorilles - Des groupes de chimpanzés à Ishasha et Tongo				X			X	X	X	X	
	Développer l'activité touristique aux sites touristiques en veilleuse: - Site d'Ishango ouvert au tourisme - Randonnées sur le Lac Edouard et la rivière Semuliki organisée							X	X	X	X	X
Les infrastructures touristiques sont construites/réhabilitées	Construire et équiper une école de formation en hôtellerie à Matebe							X	X	X		
	Infrastructures touristiques: - Réhabiliter et équiper 1 complexe touristique à la Rwindi - Construire et équiper 1 campement touristique à Lulimbi - Maintenir le Lodge Mikeno et les refuges de montagnes - Maintenir et renouveler les Camps de tentes de Bukima et Tshegera - Réhabiliter le site d'Ishango - Réhabiliter 80% des pistes touristiques du secteurs centres				X	X	X	X	X	X	X	
Le Fonds de Développement Local Virunga (FDLV) est opérationnel et les projets de	Formaliser les mécanismes de gestion du Fonds de Développement Local par: - le manuel de procédure validé et diffusé - le MOU de fonctionnement signé par les parties prenantes - le calendrier annuel d'appels à projets validé			X	X	X	X	X	X	X		

développement local (PDL) sont opérationnels	Approvisionner le compte communautaire des Fonds de Développement Local Virunga avec 30% des recettes touristiques (grille de répartition établie)			X	X	X	X	X	X	X	X
	Financer les projets de développement local (communautaires) sélectionnés à concurrence de l'enveloppe disponible			X	X	X	X	X	X	X	X
	Assurer le suivi et l'évaluation (S&E) des PDL financés par le Fonds de Développement Local pour en renforcer la mise en œuvre par: - 2 Missions de S&E/projet financé - Ateliers d'évaluation participative par zone géographique financée			X	X	X	X	X	X	X	X

5. Durabilité de l'action

5.1. Analyse détaillée des risques

Cette action peut être affectée par des risques politiques, économiques et sociaux qu'il convient d'analyser minutieusement. Cependant, il est important de noter que les équipes de terrain de la Fondation Virunga et de l'ICCN ont de nombreuses années d'expériences dans cet environnement, et ont pu développer les approches nécessaires pour en réduire l'impact et atteindre les objectifs.

Sur le plan politique, l'instabilité des institutions politiques nationales et locales pourrait affecter négativement les activités de ce projet. En effet, le manque de consensus de la classe politique congolaise au sujet de la tenue d'élections législatives, locales et présidentielles influencerait sur les institutions avec lesquelles l'ICCN travaille en temps normal. Contrairement, il est certain qu'un environnement politique serein faciliterait les activités de ce projet sans problèmes.

Sur le plan sécuritaire, le parc demeure occupé par des groupes armés nationaux et étrangers qui constituent une sérieuse menace pour la sécurité nationale et internationale. Les FDLR constituent la milice étrangère la plus active et la plus menaçante contre laquelle des opérations militaires des Forces Armées de la RDC demeurent mitigées. L'implication active de toutes ces milices dans les réseaux de carbonisation et de braconnage, leurs attaques régulières contre les gardes constituent un risque susceptible d'affecter le projet et de l'écarter de l'atteinte de ses objectifs. A cela s'ajoute la pression politique exercée par des lobbyings des agriculteurs et des acteurs politiques locaux et nationaux pour accaparer des terres du parc.

Sur le plan économique, c'est la conjoncture économique instable caractérisée par une forte fluctuation des prix qui constitue le principal risque. En effet, ceci est susceptible de perturber le budget et le calendrier d'exécution. Ceci pourrait affecter des produits comme le ciment et autres matériaux de construction, le carburant etc. A cela s'ajoute les délais de livraison relativement longs et la nécessité d'avoir des exonérations à défaut desquelles, le projet peut connaître des retards. Il y a également la fluctuation du taux de change entre l'euro (monnaie de financement) et le dollar (monnaie d'exécution du projet).

Sur le plan social, la pression des groupes d'intérêts qui jouissent de l'exploitation des ressources naturelles du parc est susceptible de s'accroître en opposant davantage une résistance du moment que ce projet vise à éliminer ces avantages. Ces groupes d'intérêts sont notamment les agriculteurs, les pêcheurs, les carbonisateurs de charbon de bois, etc. organisés autour de certains leaders politiques et chefs de milices nationaux et étrangers (FDLR et ADF-Nalu). De même, le programme de réforme de l'ICCN est important pour la réussite de ce programme.

Pour réduire ou atténuer ces risques, une série de mesures seront mises en œuvre notamment la formation et le perfectionnement des éco-gardes, l'étroite collaboration avec les FARDC et les services de sécurité en vue d'appuyer les éco-gardes dans leurs missions des protections des ressources du parc. De même, la coopération avec les services de la justice (parquet, auditorat militaire) sera utile pour poursuivre en justice les prévenus civils et militaires dans le cadre des mesures d'application de la loi. Sur le plan économique, le dossier de demande d'exonération sera transmis à temps au ministère du Plan en vue d'obtenir une exonération permanente des matériaux et équipements du projet. Le projet comprendra une marge raisonnable d'imprévus en vue d'internaliser les risques liés au taux de change et à la fluctuation des prix. Quant aux risques sociaux, des mesures adéquates d'indemnisation seront prises par le bureau d'étude en charge d'audit. Les éco-gardes valides mis en retraite seront encadrés dans d'autres projets autour du parc (réhabilitation des infrastructures, tourisme etc.), ce qui les dissuadera de verser dans l'hostilité contre le parc. Par ailleurs, une fois à terme, ce projet permettra, grâce aux moyens financiers générés par le tourisme et autres entreprises de conservation, de générer plus de 30 millions de dollars américains par an et couvrir les dépenses courantes du parc. Ce modèle de financement pourrait servir d'exemple à d'autres aires protégées dont la garantie financière n'est pas encore bâtie pour couvrir l'après 11^{ème} FED.

5.2. les conditions préalables et les hypothèses

La stabilité politique encore précaire est un gage du succès de ce projet. En effet, le projet se réalise dans une région où les conditions de sécurités sont précaires qui fait partie du décor environnemental que le projet pourra contribuer à améliorer à la fois comme instrument de stabilité pour rétablir un état de droit dans le parc et comme un outil de développement au sein de la province. Ainsi donc, la poursuite de la démocratie en RDC est un facteur qui aidera énormément dans la création d'un contexte favorable à la réalisation de ce projet. Il est bien sûr supposé que les députés nationaux et provinciaux pourront offrir une plus grande coopération en faveur de la résolution des problèmes du parc. Le succès de ce projet dépend également de la détente des relations politiques et diplomatiques entre la RDC et ses voisins.

5.3. la durabilité de l'action

• Durabilité financière

Ce projet qui vise la refondation du Parc National des Virunga va lui permettre d'assainir ses finances par des procédures claires et transparentes. Il va également développer trois mécanismes de durabilité financière : le fonds fiduciaire, financement sur Internet et le tourisme. Ces trois mécanismes innovants peuvent garantir une autonomie financière suffisante à long terme au parc, et sont décrite en détail dans la section (5) de ce document.

• Au niveau institutionnel

La structure de prise en charge de la continuité du projet ne se pose pas dans la mesure où l'ICCN est une institution publique avec une expérience avérée dans la gestion des aires protégées et dont les actions ont la vocation de demeurer après le projet. La restructuration envisagée dans le cadre du présent projet pourra permettre une plus grande efficacité, ce qui garantit la durabilité du projet.

Les recettes et les investissements réalisés dans le cadre de ce programme seront gérés selon les conditions du contrat de gestion entre l'ICCN et Virunga Foundation, voir Annexe 3.

6. Le Cadre logique

Voir en fin de document.

7. Budget, montant demandé à l'administration contractante et autres sources de financement attendues

Voir Annexe 3

Liste des acronymes

- **ADF-NALU:** Allied Democratic Forces – National Army for Liberation of Uganda
- **AP :** Aire Protégée
- **BAD :** Banque Africaine de Développement
- **CBFF:** Congo Bassin Forest Fund
- **Cf:** Confert
- **CIFOR:** Center for International Forestry Research
- **COMIFAC :** Commission des Forêts d’Afrique Centrale ;
- **DCR :** Domaine de Chasse de Rutshuru
- **DSRP :** Documents des Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
- **FARDC :** Forces Armées de la République Démocratique du Congo
- **FDLR:** Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
- **FDLV:** Fonds de Développement Local Alliance Virunga
- **FED:** Fonds Européen pour le Développement
- **Hab/km2 :** Habitant par kilomètre carré
- **HGBF :** Fondation HAWARD G. BUFFETT
- **HIMO :** Haute Intensité de Main d’Ouvre
- **ICCN :** Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
- **IEC :** Information – Education- Communication
- **Kw :** kilo watt
- **LAB :** Lutte Anti-Braconnage
- **M.USD:** Millions de dollars américains
- **Mw :** Méga watt
- **PAG :** Plan d’Aménagement et de Gestion
- **PCT :** Plan de Communication d’activités Touristiques
- **PDL:** Plan de Développement Local – National Army for Liberation of Uganda
- **PMT :** Plan de Marketing d’activités Touristiques
- **PNVi :** Parc National des Virunga
- **PO :** Plan Opérationnel
- **PPP :** Partenariat Public Privé
- **PQT :** Plan d’amélioration des expériences des Touristes
- **RAPAC:** Réseau d’Aires Protégées d’Afrique Centrale
- **RCD :** Rassemblement Congolais pour la Démocratie
- **RDC :** République Démocratique du Congo
- **RN:** Ressources Naturelles
- **S&E:** Suivi et Evaluation
- **SARL :** Société Anonyme à Responsabilité Limitée
- **UE:** Union Européenne
- **UK:** United Kingdom

8. Expérience du demandeur chef de file

Nom du demandeur chef de file: VIRUNGA FOUNDATION					
Intitulé du projet:		Appui à la politique nationale de protection de la biodiversité en République Démocratique du Congo, secteur 41.			
Lieu de l'action	Coût de l'action (EUR)	Rôle dans l'action: coordinateur, cobénéficiaire, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom)¹	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Parc National des Virunga	10.000.000,00	...	PPP-10 ^{ème} FED	10.000.000,00	Du 01 janvier 2013 au 31 mai 2015
Objectifs et résultats de l'action					
<u>OBJECTIFS</u>					
Consolidation de gestion du Parc National des Virunga et Maximisation des bénéfices pour les communautés vivant autour du Parc National des Virunga					
<u>RÉSULTATS</u>					
- L'état de conservation des aires protégées ciblées démontre une amélioration tangible, - les avantages économiques issus des aires protégées génèrent une participation accrue de la population locale à la gestion des ressources naturelles et aux programmes de développement communautaire et mènent à l'amélioration de son bien-être, - Les fondements pour le financement durable du PNVi sont établis.					

Nom du demandeur chef de file: VIRUNGA FOUNDATION

¹ Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

Intitulé du projet:		Appui au fonctionnement du parc national des Virunga, secteur 41.			
Lieu de l'action	Coût de l'action (EUR)	Rôle dans l'action: coordinateur, cobénéficiaire, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom) ²	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Parc National des Virunga	€ 1.600.000,00	...	CIFOR-FCCC	€ 1.600.000,00	Du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2016
Objectifs et résultats de l'action					
<u>OBJECTIFS</u>					
Contribuer à la gouvernance durable du parc national des Virunga					
<u>RÉSULTATS</u>					
- Un état de lieu complet des envahissements du parc est établi avec une cartographie exhaustive des espaces envahis, - les secteurs MAYANGOSE, LUBILIA, MUSEYA dans le secteur Nord du Parc sont reconquis et protégés efficacement, - Un aménagement adéquat est réalisé dans le domaine de chasse de Rutshuru de façon à protéger le 5 % restant sur cette réserve et une clôture électrique est posée en vue de sa protection, - Un accord est conclu entre le PNVi et la chefferie de BASHU pour l'évacuation des bovins du parc.					

Nom du demandeur chef de file: VIRUNGA FOUNDATION

² Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

Intitulé du projet:		Ranger Training, secteur 41.			
Lieu de l'action	Coût de l'action (EUR)	Rôle dans l'action: coordinateur, cobénéficiaire, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom)³	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Parc National des Virunga	\$ 3.500.000,00	...	HOWARD G. BUFFETT FOUNDATION	\$ 3.500.000,00	Juin 2013 et Décembre 2015
Objectifs et résultats de l'action					
<u>OBJECTIFS</u>					
Protection de l'intégrité du parc national des Virunga.					
<u>RÉSULTATS</u>					
- Deux promotions d'écogardes, chacune de 120 personnes, sont formées et déployés.					

Nom du demandeur chef de file: VIRUNGA FOUNDATION

³ Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

Intitulé du projet:		HGBF Rutshuru hydroplant, secteur 41.			
Lieu de l'action	Coût de l'action (EUR)	Rôle dans l'action: coordinateur, cobénéficiaire, entité affiliée	Donateurs pour l'action (nom) ⁴	Montant de la contribution (du donateur)	Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)
Parc National des Virunga	\$ 20.000.000,00	...	HOWARD G. BUFFETT FOUNDATION	\$ 20.000.000,00	15 décembre 2013 et 15 décembre 2016
Objectifs et résultats de l'action					
<u>OBJECTIFS</u>					
Construire une centrale hydroélectrique à Rutshuru pour la relance économique du Nord Kivu et la protection du parc national des Virunga.					
<u>RÉSULTATS</u>					
- Construire une centrale hydroélectrique de 13,6 Mw à Matebe/Rusthuru, - Construire des lignes hydroélectriques MT et BT pour la distribution de l'électricité.					

9. le demandeur chef de file

⁴ Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE.

Numéro d'identification⁵ EuropeAid	GB-2008-FXU-3011801189
Nom de l'organisation	Virunga Foundation

1.1. Identité

Coordonnées du demandeur chef de file pour la présente action	Virunga Foundation
Numéro de fiche d'entité juridique⁶	6000279558
Acronyme	VF
Numéro d'enregistrement (ou équivalent)	Charity registration no. 1111806
Date d'enregistrement	20 octobre 2005
Lieu d'enregistrement	Londres
Adresse officielle d'enregistrement	48 Chancery Lane London WC2A 1JF United Kingdom
Pays d'enregistrement⁷/ Nationalité⁸	Angleterre et Pays des Galles
Site web et adresse électronique de l'organisation	www.virunga.org
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	+243993448133
N° de fax: indicatif pays + indicatif ville + numéro	-

⁵ Ce numéro est alloué aux organisations qui enregistrent leurs données dans PADOR. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer, veuillez consulter le site https://ec.europa.eu/europeaid/search/site/pador_fr. Ces informations ne doivent pas être communiquées en cas d'appel à propositions pour lequel la Commission européenne n'est pas l'administration contractante.

⁶ Si le demandeur chef de file a déjà signé un contrat avec la Commission européenne.

⁷ Pour les organisations (si ce n'est pas dans un des pays mentionnés au point 2.1.1 des lignes directrices à l'intention des demandeurs, veuillez justifier le lieu).

⁸ Pour les personnes (si ce n'est pas dans un des pays mentionnés au point 2.1.1 des lignes directrices à l'intention des demandeurs, veuillez justifier le lieu).

Tout changement d'adresse, de numéro de téléphone, de numéro de fax et d'adresse électronique doit être signalé à l'administration contractante. L'administration contractante ne sera pas tenue pour responsable pour le cas où il ne parviendrait pas à joindre un demandeur.

Adresse officielle d'enregistrement⁹	
Pays d'enregistrement¹⁰/ Nationalité¹¹	
Personne de contact	
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	
N° de fax: indicatif pays + indicatif ville + numéro	
Adresse électronique	
Nombre d'employés	
Historique de la coopération avec le demandeur chef de file/codemandeur	
Catégorie (Voir section 3.2.1)	
Secteur (Voir section 3.2.2)	
Groupe cible (Voir section 3.2.3)	

Important: Ce formulaire de demande doit être accompagné d'une déclaration signée et datée par chaque entité affiliée, conformément au modèle fourni ci-dessous.

⁹ Si ce n'est pas dans un des pays mentionnés au point 2.1.1 des lignes directrices à l'intention des demandeurs, veuillez justifier le lieu.

¹⁰ Pour les organisations.

¹¹ Pour les personnes.

1.2. Déclaration de l'/des entité(s) affiliée(s)

Afin de faciliter le bon déroulement de l'action, <indiquer le nom de l'administration contractante > (l'administration contractante) exige que toutes les entités affiliées reconnaissent les principes définis ci-après.

1. Toutes les entités affiliées doivent avoir lu les lignes directrices à l'attention des demandeurs et le formulaire de demande de subvention et compris leur rôle dans l'action, avant que la demande ne soit soumise à l'administration contractante.
2. Toutes les entités affiliées doivent avoir lu le contrat type de subvention (ou le contrat de subvention EP, selon le cas) et compris leurs obligations respectives au titre du contrat si une subvention est attribuée. Elles autorisent l'organisation à laquelle elles sont affiliées à signer le contrat en leur nom avec l'administration contractante et à les représenter dans toutes relations avec l'administration contractante dans le cadre de la mise en œuvre de l'action.
3. L'/Les entité(s) affiliée(s) doi(ven)t se concerter régulièrement avec l'organisation à laquelle elle(s) est/sont affiliée(s) et la tenir complètement informée du déroulement de l'action.
4. Toutes les entités affiliées doivent recevoir des copies des rapports – narratifs et financiers – présentés à l'administration contractante.
5. Les propositions de changements substantiels apportés à l'action [par ex. en ce qui concerne les activités, l'/les entité(s) affiliée(s), etc.] doivent être acceptées par l'/les entité(s) affiliée(s) avant d'être soumises à l'administration contractante.

J'ai lu et approuvé le contenu de la proposition présentée à l'administration contractante. Je m'engage à satisfaire aux principes de bonne pratique en matière de partenariat.

Nom:	Emmanuel de Merode
Organisation:	Virunga Foundation
Fonction:	Directeur exécutif et Chef de Site du Parc National des Virunga
Signature:	
Date et lieu:	30 mai 2016

2. ASSOCIÉ(S) PARTICIPANT À L'ACTION

Cette section doit être complétée pour chaque organisation associée au sens du point 2.1.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs. Vous devez reproduire ce tableau autant de fois que nécessaire pour ajouter des associés.

	Associé <numéro>
Dénomination juridique complète (raison sociale)	
Numéro d'identification¹² EuropeAid	
Pays d'enregistrement	
Statut juridique¹³	
Adresse officielle	
Personne de contact	
N° de téléphone: indicatif pays + indicatif ville + numéro	
N° de fax: indicatif pays + indicatif ville + numéro	
Adresse électronique	
Nombre d'employés	
Expérience d'actions similaires, en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l'action proposée	
Historique de la coopération avec le demandeur	
Rôle et participation dans la préparation de l'action proposée	
Rôle et participation dans la mise en œuvre de l'action proposée	

¹² Ce numéro est alloué aux organisations qui enregistrent leurs données dans PADOR. Pour plus d'informations et pour s'enregistrer, veuillez consulter le site https://ec.europa.eu/europeaid/search/site/pador_fr.

¹³ Par ex. sans but lucratif, organisme gouvernemental ou organisation internationale.